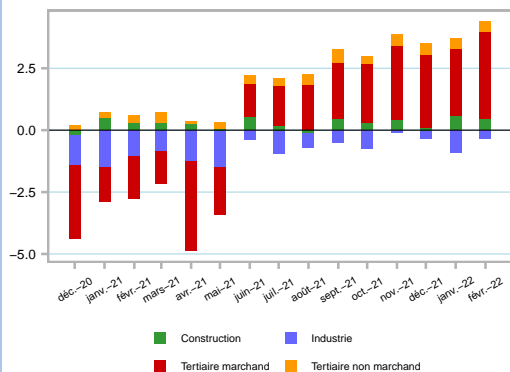


Activité économique

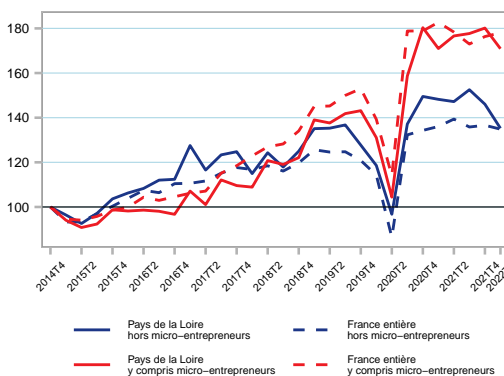
Contributions sectorielles à l'évolution des volumes d'heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 (en %)



Source : DSN, traitement provisoire Insee.

Créations d'entreprises

Indice base 100 au 4ème trimestre 2014



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

En février 2022, les mesures de restrictions étant progressivement levées, le volume d'heures rémunérées (hors chômage partiel) est supérieur de 4 % à son niveau de 2019, après 3% en janvier. Au niveau national, celui-ci est supérieur de 2 % à son niveau de 2019. En moyenne, sur l'année 2021, le PIB progresse en France de 7,0 %, après -8,0 % en 2020. Au 1er trimestre 2022, le PIB marque le pas (0,0%).

Au 1er trimestre 2022, les créations d'entreprises reculent de 5,1 % par rapport au trimestre précédent, après +1,4 % au 4e trimestre 2021. Les créations hors micro-entreprises reculent de 7,4 %, après -4,3 % au trimestre précédent. Les créations d'entreprises sont désormais calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement en niveau de l'historique et une évolution légèrement plus dynamique.

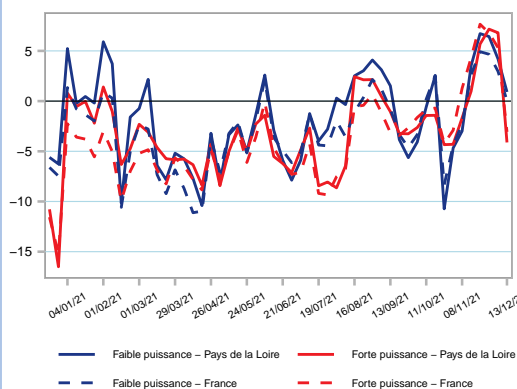
En février 2022, les défaillances d'entreprises cumulées sur 12 mois sont en hausse (+3 %). Malgré l'abandon progressif des dispositifs de soutien (une partie des mesures étant reconduites dans le plan de sortie de crise), le nombre de défaillances se maintient à un niveau historiquement bas.

Fin février 2022, 27 300 logements sont commencés (mis en chantier) en cumul sur un an dans les Pays de la Loire. Le niveau cumulé est en baisse (-1,4 %) mais reste particulièrement élevé. En France, le niveau augmente de 0,5 %.

En février 2022, les crédits accordés aux entreprises pour leur trésorerie sont en légère baisse (-1 %). La tendance est relativement stable depuis août 2021 après une forte baisse entre mars et juillet. Les crédits de trésorerie restent supérieurs de 64 % à leur niveau de février 2019, en lien avec les prêts garantis par l'État.

Consommation d'électricité des entreprises

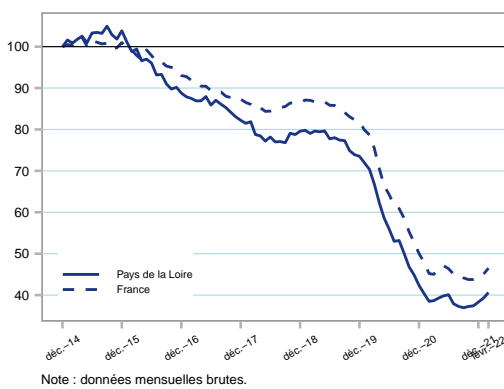
Ecart par rapport au niveau moyen de consommation par secteur



Source : données Enedis ; calculs Insee.

Défaillances d'entreprises

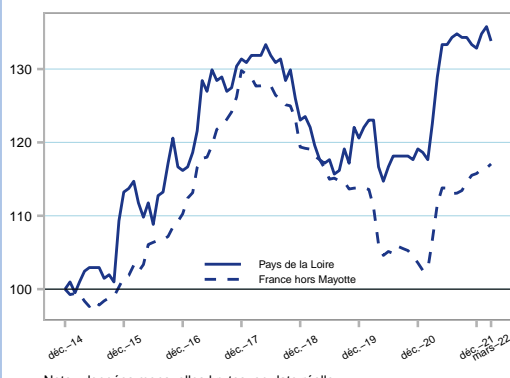
Indice base 100 en décembre 2014



Note : données mensuelles brutes.
Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.
Source : Fiben, Banque de France.

Logements commencés

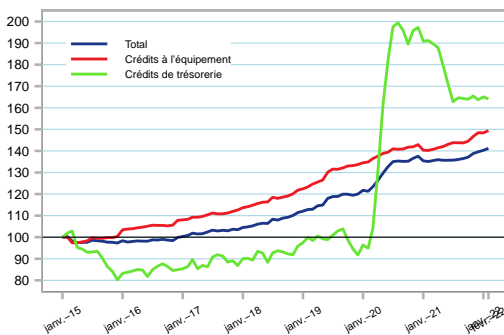
Indice base 100 en décembre 2014



Note : données mensuelles brutes, en date réelle.
Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.
Source : SDES, Sit@del2.

Évolution des crédits accordés aux sociétés non financières et entrepreneurs individuels dans les Pays de la Loire

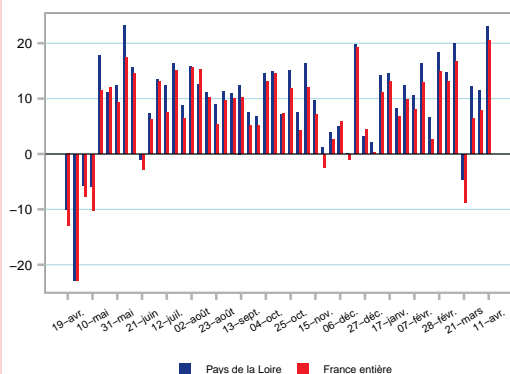
Indice base 100 en janvier 2015



Note : données brutes.
Source : Banque de France.

Transactions bancaires

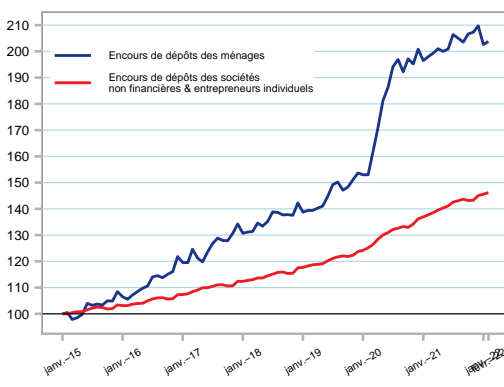
Évolution des montants de transactions par rapport à la semaine équivalente de 2019 (en %)



Source : cartes bancaires CB ; calculs Insee.

Évolution des encours de dépôts

Indice base 100 en janvier 2015



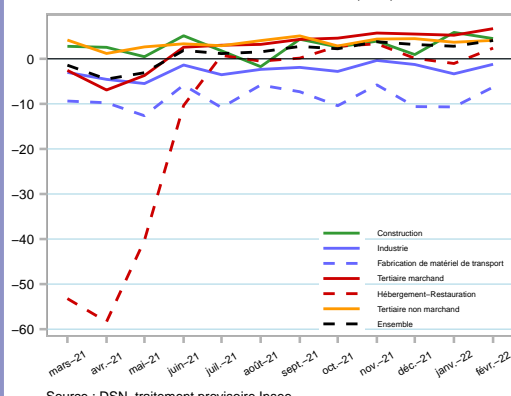
Note : données brutes.
Source : Banque de France.

Hormis une baisse la semaine du 21 mars, les transactions bancaires restent nettement supérieures à leur niveau de 2019, en partie du fait de l'augmentation du taux de recours à ce moyen de paiement. En moyenne sur les 4 semaines du 21 mars au 17 avril, elles sont supérieures de 10 % à leur niveau de 2019, contre +7 % au niveau national.

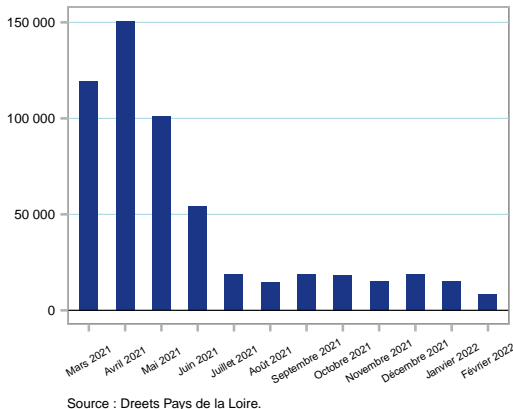
En février 2022, les encours de dépôts des ménages sont en hausse de 1,2 %. La tendance haussière des derniers mois est loin d'égaliser les très fortes hausses de la période de mars à août 2020. Les encours de dépôts des entreprises augmentent de 1,3 %.

Heures rémunérées

Évolution des volumes d'heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 (en %)



Activité partielle : nombre de salariés indemnisés



En février 2022, le volume d'heures rémunérées est en légère baisse par rapport à la normale (même mois en 2019) dans l'industrie (-1 %). Au contraire, celui-ci est en hausse dans les secteurs tertiaires marchand (+7 %) et non marchand (+4 %), ainsi que dans la construction (+4 %). L'hébergement-restauration, très impacté pendant la crise, dépasse de 2 % son niveau de 2019. La fabrication de matériel de transport est en deçà de 6 %, en lien avec les difficultés d'approvisionnement.

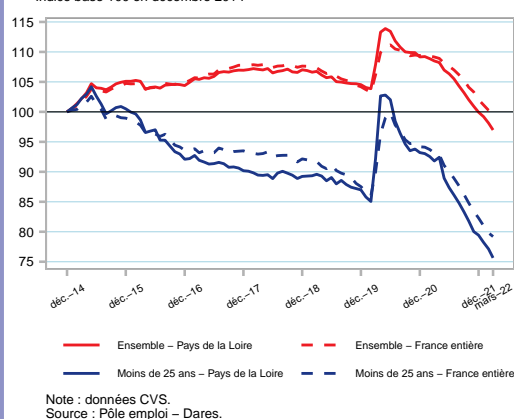
En février 2022, 8 200 salariés seraient indemnisés au moins un jour au titre de l'activité partielle (chiffre provisoire), après 15 100 en janvier et 19 000 en décembre.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits dans les catégories A,B ou C poursuit sa baisse en mars 2022 (-1,2 %, contre -0,5 % au niveau national). Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans baisse un peu plus fortement (-1,9 %, contre -0,8 % en France).

Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi sont supérieures à leur niveau d'avant crise (même mois de 2019) depuis le mois d'août 2021. En mars 2022, elles sont supérieures de 38 % à leur niveau de 2019.

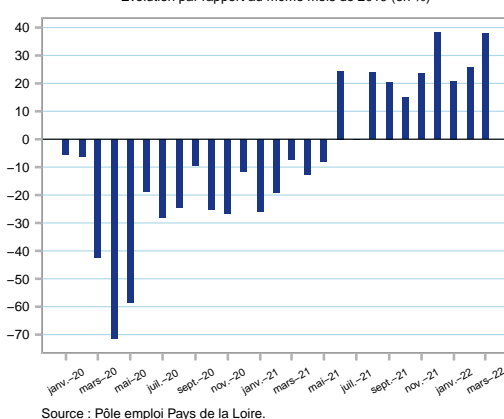
Demandeurs d'emploi en fin de mois ABC

Indice base 100 en décembre 2014

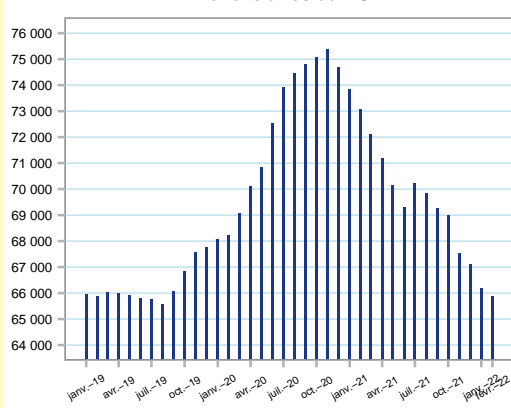


Offres déposées à Pôle Emploi

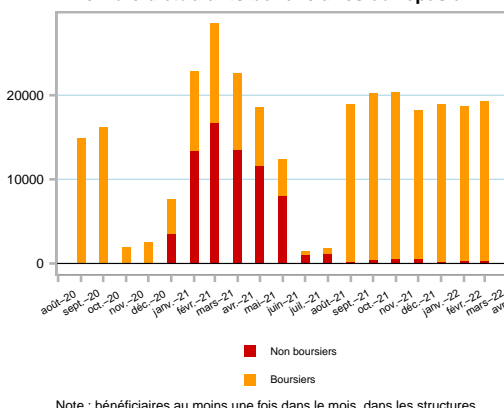
Évolution par rapport au même mois de 2019 (en %)



Bénéficiaires du RSA



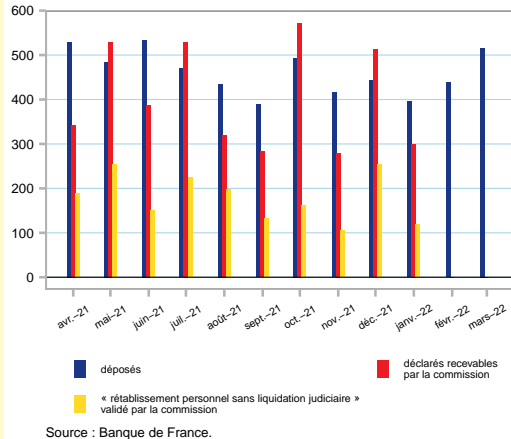
Nombre d'étudiants bénéficiaires du repas à 1 €



En février 2022, 65 900 personnes bénéficient du RSA. Le nombre de bénéficiaires est en baisse de 0,5 %. La tendance est à la baisse depuis décembre 2020. Le nombre de bénéficiaires est stable par rapport à son niveau de février 2019.

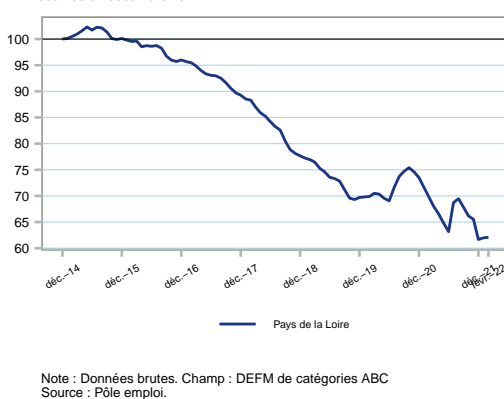
Depuis septembre 2021, seuls les étudiants boursiers et les étudiants non boursiers en situation de précarité peuvent bénéficier des repas à 1€. En mars 2022, le nombre d'étudiants bénéficiaires des repas à 1€ est en hausse de 4 % par rapport au mois précédent.

Surendettement : nombre de dossiers



Bénéficiaires de l'ASS (allocation de solidarité spécifique)

Base 100 en décembre 2014



En mars 2022, le nombre de dossiers de surendettement est à nouveau en hausse (+18 %) après +11 % au mois précédent. Les données sur le nombre de dossiers jugés recevables ainsi que sur les rétablissements personnels sans liquidation judiciaire ne sont pas disponibles ce mois-ci.

En février 2022, 13 200 demandeurs d'emploi bénéficiaient de l'allocation spécifique de solidarité, minimum social destiné aux chômeurs en fin de droits sous conditions de ressources du foyer. Le nombre de bénéficiaires est en légère hausse pour la deuxième fois consécutive (+0,2 %).